PRIX DE L'ABONNEMENT. La Haye. Provinces. pour un an 26 fl. 30 fl. six mois 14 » 16 » trois mois 7 » 8 »

JOURNAL DE LA HAYE.

BUREAU DE LA REDACTION, à La Haye, Lange Nieuwstraat, derrière le Prinsengracht, No 13, vis-à-vis le Prinsengracht et les Annales. Chez M. Van Weelden, libraire, Spui, à La Haye. Les lettres et paquets doivent être envoyés à la direction franco de ports.

LA HAYE, 4 Février.

Document maritime.

Le Journal Officiel n° 68 contient l'arrêté royal suivant :

Nous GUILLAUME II, etc., etc.

Vu les rapports de nos ministres de la marine, du 24 novembre dernier, lettre D, n° 93; de l'intérieur, du 27 novembre dernier, n° 71, 9^{me} division; des affaires étrangères, du 1^{er} décembre 1845, n° 100/1074, (droits d'entrée et de sortie);

Concernant les dispositions établies par arrêtés royaux des 4 septembre 1824 (Journal Officiel n° 47) et 25 avril 1826 (Journal Officiel n° 28) et relatives à la direction que les pyroscaphes et les navires à voiles doivent prendre réciproquement, lorsqu'ils se rencontrent en mer ou sur les rivières, canaux ou rades dans l'intérieur du royaume;

Considérant que ces dispositions ne sont en rapport ni avec celles arrêtées par les états voisins, ni avec les réglemens adoptés depuis longtemps par les nations maritimes à l'égard de la rencontre des navires à voiles, et qu'il importe de les mettre en rapport avec les dispositions prescrites pour les pyroscaphes en cas de rencontre;

Notre conseil d'Etat entendu (avis du 12 novembre dernier n° 1);

Avons arrêté et arrêtons;

En maintenant les instructions générales relatives à la rencontre des navires à voiles et adoptées par toutes les nations maritimes, à savoir :

a. Lorsqu'un navire, courant vent large, approche de la ligne de route d'un navire établi au plus près du vent, il est au premier d'éviter celui-ci, et, s'il est possible, il devra le passer par derrière;

b. Lorsque deux navires, courant au plus près à contrebord, se rencontrent, celui établi à babord (ou tribord amure) devra tenir le vent, tandis que celui établi à tribord (ou babord amure) laissera arriver, afin de passer à babord l'un de l'autre;

c. Lorsque deux navires courant vent large, se rencontrent, ils doivent également se passer à babord, l'un de l'autre, en mettant à cet effet la barre du gouvernail à babord.

Pour les cas de rencontre et de passage de deux pyroscaphes ou de pyroscaphes et de bâtimens à voiles, il est arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les arrêtés royaux des 4 septembre 1824 (Journal Officiel N° 47) et 25 avril 1826 (Journal officiel N° 28) cessent d'être en vigueur le 28 février 1846.

Au 1^{er} mars 1846 sera mis en vigueur le réglemant suivant qui devra être observé par les pyroscaphes entre eux, et entre pyroscaphes et bâtimens à voiles, lorsqu'ils se rencontrent, ou sont dans la cas de se dépasser en mer ou sur les rivières, fleuves, canaux, rades, ports et passes du royaume.

Art. 2. Les pyroscaphes naviguant la nuit sur les fleuves et rivières, ou en dehors des passes sur des eaux très-frequentes, devront toujours, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, porter deux lanternes répandant une lumière claire, dont l'une rouge sur l'arrière au mât d'arrière, et l'autre verte sur l'avant au mât de misaine. Les bâtimens qui n'ont qu'un mât, hisseront sur ce mât un pavillon.

Les navires remorqués par des bateaux à vapeur, devront aussi pendant la nuit porter un fanal blanc.

Art. 3. Les pyroscaphes qui, en se dirigeant sur des routes diverses, et en les continuant pourraient se rencontrer de si près qu'ils risqueraient de s'aborder, devront chacun mettre la

barre du gouvernail à babord, de manière à passer à babord l'un de l'autre.

Sur les rivières, les canaux et dans autres passages étroits, ils devront par conséquent tous deux virer la côte ou le rivage de tribord au plus près possible.

Ces mêmes instructions doivent être observées lorsqu'un pyroscaphe rencontre un navire à voile courant vent large. Au cas de rencontre de navires hâlés par des chevaux, le pyroscaphe rangera le rivage opposé au chemin de halage.

Art. 4. Dans les passages étroits le pyroscaphe remontant le courant, est tenu de ralentir sa marche.

Si le passage est tellement étroit qu'il resterait pas au moins 4 aunes des Pays-Bas (mètres) d'espace entre les parties extérieures des deux pyroscaphes à leur rencontre, celui qui remonte le courant attendra et ne franchira pas le passage avant que le pyroscaphe descendant le courant, l'ait passé.

Ces dispositions sont également applicables aux eaux où les courants sont occasionnés par les marées.

Art. 5. Au large, les pyroscaphes naviguant à la vapeur dans quelque direction que ce soit, devront partout faire place pour un navire à voiles courant au plus près du vent, sous quelque bordée que ce soit.

Art. 6. Les navires à voiles, louvoyant sur les rivières ou dans des passes étroites devront cependant avoir soin de ne pas se trouver entre les pyroscaphes et la côte ou le rivage que ceux-ci tiennent, et sont par conséquent obligés de virer de bord avant de croiser la route de ces pyroscaphes.

Art. 7. Lorsqu'un pyroscaphe gagne sur un autre navire et le dépasse sur une même direction dans un passage étroit, il doit toujours tenir à babord celui qu'il dépasse.

Par conséquent celui qui est en avant, doit tenir à babord, et celui qui suit et gagne sur l'autre, doit tenir à tribord.

Cependant si le navire qui est en avant est hâlé par des chevaux, le pyroscaphe devra tenir le rivage opposé au chemin de halage.

Art. 8. Lorsqu'un pyroscaphe par l'une ou l'autre circonstance, sans qu'il y ait de sa faute, se trouve dans la nécessité inévitable de s'écarter des dispositions indiquées aux articles 3 et 7, il sera tenu de ralentir de suite et considérablement sa marche; et pour avertir qu'il ne peut tenir le bord indiqué, il arborera à mi-mât, le jour, outre le pavillon ordinaire, un pavillon bleu; et la nuit, outre les lanternes indiquées à l'art. 2, il suspendra au beaupré un troisième fanal blanc; et autant le jour que la nuit, à l'approche d'autres bâtimens, il les avertira par le porté-voix.

Si le pyroscaphe, en pareil cas, doit passer entre le chemin de halage et un navire tiré par des chevaux, ce navire lâchera sa ligne de halage au premier avertissement de la voix.

Art. 9. Les bâtimens à voiles se trouvant sur les mêmes eaux et en contact avec des pyroscaphes, devront par un vent favorable, en autant que les localités le permettront, tenir le large ou le milieu des eaux; ou bien le rivage opposé à celui que doivent occuper les pyroscaphes.

Art. 10. Un pyroscaphe remorqué par des bateaux à vapeur, des eaux ou rivières, et dont les machines ne sont pas en mouvement, hissera, outre les deux lanternes indiquées, un troisième fanal blanc à la tête du grand mât, et se trouvant mouillé dans la route de navigation, il hissera, de nuit, également un fanal blanc au mât, et amènera les lanternes verts et rouges.

Les navires remorqués par les bateaux à vapeur, doivent aussi, lorsqu'ils sont mouillés dans les eaux navigables, porter un fanal blanc.

Art. 11. Les pyroscaphes naviguant par un temps brumeux,

sont tenus de sonner constamment la cloche, lorsqu'ils se trouvent sur des eaux très-frequentes par les navires.

Art. 12. Les trains de bois transportés par canaux ou autres eaux, doivent en quelqu'endroit qu'ils se trouvent, arrêtés ou en marche, porter de nuit deux lanternes de bon éclairage en verres blancs, l'une sur l'avant, l'autre sur l'arrière.

Art. 13. Les pyroscaphes rencontrant ou dépassant de petits navires pour lesquels la lame occasionnée par les roues de la machine pourrait être dangereuse, doivent diminuer de force jusqu'à ce qu'ils soient à distance de ces navires.

Lorsque de pareils petits navires se trouvent tellement près d'un pyroscaphe que la lame, même en diminuant la force des machines à vapeur, pourrait leur être dangereuse, le pyroscaphe arrêtera entièrement le mouvement de ses machines, à tout le moins il peut le faire sans danger pour sa propre sûreté.

Art. 14. Les barques ou canots qui transportent les passagers et des marchandises à bord des bateaux à vapeur qui sont en marche, ne peuvent s'en approcher que lorsque la machine du pyroscaphe est entièrement arrêtée.

Art. 15. Les bateaux à vapeur doivent pour passer les ponts de bateaux diminuer la force de leurs machines, et observer les mesures générales de précaution et les réglemens qui seraient fixés pour certains ponts par les autorités locales.

Pour le passage des ponts-volants, les réglemens arrêtés par les autorités locales devront aussi être observés.

Art. 16. Toutes contraventions aux dispositions de cet arrêté seront punies conformément à ce qui a été statué par la loi du 6 mars 1818, (Journal Officiel n° 12), et s'il y a lieu, suivant le code pénal, sans préjudice des dommages-intérêts que la partie lésée pourrait réclamer civilement.

Nos ministres de l'intérieur, des finances, des affaires étrangères et de la marine, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, lequel sera inséré au Journal officiel.

Fait à La Haye, le 9 décembre 1845.

GUILLAUME. Le ministre de la marine, J. C. RYK. Le ministre de l'intérieur, SCHRIJFENINCK VAN DER OYE. Le ministre des affaires étrangères, LA SARRAZ. Le ministre des finances, VAN HALL.

Publié le 4 janvier 1846. Le directeur du cabinet de Roi, A. G. A. VAN RAPPARD.

Le Journal Officiel n° 5, publie un arrêté royal du 2 février prescrivant la mise hors de cours des anciennes pièces de deux sous, de un sou et de huit sous, et ce à partir du 15 février prochain.

Cet arrêté est suivi d'une résolution du ministre des finances de la même date, portant :

1° Qu'à partir de mardi 10 jusqu'à samedi 14 de ce mois inclusivement, il sera vaqué, pendant les heures ordinaires de l'ouverture des bureaux, à la Banque des Pays-Bas, auprès des agents du trésor et des receveurs des contributions, à l'échange

des anciennes pièces de deux sous, des anciennes pièces de un sou, des pièces de huit sous;

les pièces de deux sous, toutefois et conformément à la notification du 16 juin 1845, en tant qu'elles ne sont aucunement

FEUILLETON DU JOURNAL DE LA HAYE. 5 FÉVRIER 1846.

LE COMTE DE MONTE-CHRISTO. (1)

XVII. Le bal.

On avait dit que ces chaudes journées de juillet, lorsque vint se précéder le bal de la comtesse de Morcerf, ce samedi où devait avoir lieu le bal de la comtesse de Morcerf.

Il était dix heures du soir : les grands arbres du jardin de l'hôtel du comte se détachaient en vigueur sur un ciel où plissaient, découvrant une teinte d'azur parsemée d'étoiles d'or; les dernières vapeurs d'un orage qui avait grondé menaçant toute la journée.

Dans les salles du rez-de-chaussée on entendait bruir la musique et tombillonner la valse et le galop, tandis que des bandes éclatantes de lumières passaient tranchantes à travers les ouvertures des persiennes.

Le jardin était livré en ce moment à une dizaine de serviteurs, à qui la maîtresse de la maison, rassurée par le temps qui se rassérénait de plus en plus, venait de donner l'ordre de dresser le souper.

Juste-à l'instant où elle avait hésité si l'on souperait dans la salle à manger ou sous une longue tente de coutil dressée sur la pelouse. Ce beau ciel bien, tout parsemé d'étoiles, venait de décider le procès en faveur de la tente et de l'illumination.

On illuminait les allées du jardin avec des lanternes de couleur, comme c'est l'habitude en Italie, et l'on surchargeait de bougies et de fleurs la table du souper, comme c'est l'usage dans tous les pays où l'on comprend un peu ce luxe de la table, le plus rare de tous les luxes, quand on veut le rencontrer complet.

Au moment où la comtesse de Morcerf rentrait dans ses salons, après avoir donné ses derniers ordres, les salons commençaient à se remplir d'invités qui attirait la charmante hospitalité de la comtesse; bien plus que la distinction du comte; car on était sûr d'avance que cette fête offrirait grâce au bon goût de Mercédès, quelques détails dignes d'être racon-

tés ou copiés au besoin.

Madame Danglars, à qui les événements que nous avons racontés avaient inspiré une profonde inquiétude, hésitait à aller chez madame Morcerf, lorsque dans la matinée sa voiture avait croisé celle de Villefort; Villefort lui avait fait un signe, les deux voitures s'étaient rapprochées, et à travers les portières :

— Vous allez chez madame de Morcerf, n'est-ce pas? avait demandé le procureur du roi.

— Non, avait répondu madame Danglars, je suis trop souffrante.

— Vous avez tort, reprit Villefort avec un regard significatif. Il serait important que l'on vous vît.

— Pourquoi? demanda la baronne.

— En ce cas, j'irai.

Et les deux voitures avaient repris leur course divergente. Madame Danglars était donc venue, non-seulement belle de sa propre beauté, mais encore éblouissante de luxe; elle entra par une porte, au moment même où Mercédès entra par l'autre.

La comtesse détacha Albert au-devant de madame Danglars; Albert s'avança, fit à la baronne, sur sa toilette, les compliments mérités, et lui prit le bras pour la conduire à la place qu'il lui plairait de choisir.

Albert regarda autour de lui.

— Vous cherchez ma fille? dit en souriant la baronne.

— Je l'ai vue dit Albert; auriez-vous eu la cruauté de ne pas nous l'amener.

— Rassurez-vous, elle a rencontré mademoiselle de Villefort et a pris son bras; tenez, les voici qui nous suivent toutes deux en robes blanches, l'une avec un bouquet de camélias, l'autre avec un bouquet de myosotis; mais, dites-moi donc? — Que cherchez-vous à votre tour? demanda Albert en souriant. — Est-ce que vous n'avez pas ce soir le comte de Monte-Christo? — Dix-sept! répondit Albert. — Que voulez-vous dire? — Je veux dire que cela va bien, reprit le vicomte en riant, et que vous êtes la dix-septième personne qui me fait la même question; il va bien le comte... je lui en fais mon compliment. — Et répondez-vous à tout le monde comme à moi? — Ah! c'est vrai, je ne vous ai pas répondu; rassurez-vous, madame, nous aurons l'homme à la mode, nous sommes de ses privilégiés.

— Etiez-vous hier à l'Opéra?

— Non.

— Il y était, lui.

— Ah! vraiment! et l'excentric-man a-t-il fait quelque nouvelle originalité?

— Peut-il se montrer sans cela? Elsaler dansait dans le Double-Bois; la princesse grecque était dans le ravissement. Après la soirée, elle a passé une bague magnifique dans la queue du bouquet et s'est jetée à la charmante danseuse, qui, au troisième acte, a reparu pour lui faire honneur avec sa bague au doigt. Et sa princesse grecque, l'avez-vous?

— Non, il faut que vous vous en priiez; sa position dans la maison du comte n'est pas assez fixée.

— Tenez, laissez-moi ici, et allez saluer madame de Villefort, dit la baronne; je vois qu'elle meurt d'envie de vous parler.

Albert salua madame Danglars et s'avança vers madame de Villefort, qui ouvrit la bouche à mesure qu'il s'approchait.

— Je parie, dit Albert en l'interrompant, que je sais ce que vous allez me dire?

— Ah! par exemple! dit madame de Villefort.

— Si je devine juste, me l'avez-vous?

— Oui.

— D'honneur?

— D'honneur!

— Vous allez me demander si le comte de Monte-Christo était arrivé ou allait venir? — Pas du tout. Ce n'est pas de lui que je m'occupe en ce moment. J'allais vous demander si vous aviez reçu des nouvelles de M. Frang.

Voir le Journal de La Haye, du 4 février.

altérées et portent encore le signe visible de l'ancienne monnaie provinciale ou de généralité.

2° Que l'échange de ces dites pièces de monnaie aura lieu contre d'autres pièces ayant encore cours aujourd'hui, ou contre le papier-monnaie créé suivant la loi du 18 décembre 1845. (*Journal Officiel* n° 90.)

3° Qu'à partir du 15 de ce mois, les pièces de monnaie ci-dessus désignées cesseront d'avoir cours, ne seront plus reçues en paiement dans les caisses publiques et aucun habitant du royaume ne sera plus tenu de les accepter.

La Haye, 2 février 1846.

Le ministre des finances,
VAN HALL.

L'Université en France.

On s'est étonné, en dehors des chambres et même dans le sein des chambres, de l'ardeur avec laquelle certains hommes parlementaires ont attaqué l'ordonnance du 7 décembre. On ne comprenait pas comment une simple question d'organisation universitaire pouvait s'élever presque aux proportions d'une question ministérielle, et pourquoi l'immense majorité des pairs et des députés, que la mesure avait très-médiocrement émus, étaient condamnés à s'en occuper : ceux-ci trois jours, ceux-là quatre jours, plus de temps qu'aux plus chauds débats d'Adresse, ils n'en avaient jamais donné, même au droit de visite. Après les explications si claires, si sensées, si concluantes que M. de Salvandy a apportées à la tribune, après le magnifique résumé de la question présenté par M. Guizot, l'étonnement redouble encore ; on se demande plus que jamais quelle raison secrète a si longtemps retenu les deux chambres sur ce terrain, et pourquoi un acte du gouvernement qui se justifiait de lui-même, a été l'objet d'une opposition aussi vive, aussi acharnée.

Voici, dit la Patrie, le mot de cette conduite : il est arrivé, dans cette affaire, qu'une question qui, d'un côté, touchait aux intérêts généraux du pays, touchait de l'autre à des intérêts individuels, puis, dans l'une et l'autre chambre. La mesure qui reformait le conseil-royal atteignait les conseillers titulaires, et ceux d'entre eux qui en étaient le plus vivement blessés avaient, soit au palais Bourbon, soit au Luxembourg, assez d'influence et d'autorité pour engager leur parti dans leur cause et grossir, par cette manœuvre, leurs rancunes et leurs colères du flot des passions rivales qui combattent le cabinet. M. Cousin, par exemple, est un homme très-considérable, avec lequel son parti doit compter. Quand il se jette à corps perdu dans une affaire, il faut qu'on le suive, car on ne renie pas un pareil talent ; il faut même que l'ancien ministre du 1^{er} mars reçoive, en cette grave circonstance, le prix de sa fidélité, et que le chef donne pour essayer de dégager un de ses plus brillants et de ses plus fermes lieutenants.

C'est ainsi que le débat s'est prolongé et s'est agrandi. M. Thiers, qui s'y est mêlé avec tant d'éclat, n'a pas réussi à changer la défaite en victoire ; mais avec le sens exquis qui le distingue, il a compris qu'il ne fallait pas gêner, outre mesure, ses propres affaires. L'amendement dont il était question depuis le commencement de la discussion, a été prudemment laissé de côté. Aucun vote n'a constaté la majorité très-considérable, prise dans tous les rangs de la chambre, qui approuve l'acte de M. de Salvandy. L'ancien conseil-royal est resté seul sur le champ de bataille, atteint de coups dont il ne se relèvera pas.

Nous ne voulons pas revenir sur tout ce qui a été dit ; le public en a assez, et nous n'aimons pas plus que lui les redites. Nous avons deux simples observations à présenter.

On s'est efforcé de faire de la cause de l'ancien conseil la cause de l'université. Le moyen était habile, car au milieu des luttes qu'une portion du clergé a suscitées, l'université est devenue populaire. Mais rien n'est plus faux que cette assimilation, et le débat l'a surabondamment démontré. Nous ajouterons une preuve aux preuves qui ont été données. Le nouveau conseil s'est recruté parmi les hommes les plus éminents de l'université ; ceux même qui l'attaquent ont rendu un entier hommage à leur talent et à leur caractère. L'indépendance du plus grand nombre est incontestable, et le rang qu'ils occupent dans la science ne permet pas d'admettre qu'une faveur ministérielle l'ait enchaînée. On leur a donné d'ailleurs, non pas un traitement, mais

de lourdes et laborieuses fonctions. Eh bien ! entre ces vingt universitaires, si intelligents, si loyaux, il ne s'est pas trouvé un seul homme qui ait refusé de répondre à l'appel du ministre, pas un seul qui n'ait fermement cru servir, en entrant dans le nouveau conseil, la cause de l'université à laquelle ils sont tous dévoués. S'ils eussent pensé un seul instant qu'ils servaient d'instruments à la ruine des institutions universitaires, est-ce que leurs énergiques protestations n'auraient pas éclaté de toutes parts ? Et, franchement, quelle considération les eût retenus ? Ce n'eût pas été l'appât d'un traitement, puisque leurs fonctions sont gratuites, et que, dans la réforme qui fait jeter les hauts cris à certains membres de l'ancien conseil, il n'y a que les traitements touchés par ces derniers qui ne soient pas amoindris. Ce n'eût pas été la crainte des colères ministérielles. Eh ! mon Dieu ! nous vivons, grâce au ciel, dans un temps de pleine mansuétude et de liberté où chacun, fût-il fonctionnaire très-élevé, peut hautement dire ce qu'il pense des actes de l'administration, et l'espérer à la fois bienveillant et sincèrement libéral de M. de Salvandy est, plus que tout autre, disposé à subir la contradiction. Les conseillers nouveaux pouvaient donc impunément faire ce que font, sans avoir aucunement besoin de courage, les anciens conseillers. S'ils ne l'ont pas fait, s'ils ont accepté avec empressement la mission que leur donnait le ministre, c'est qu'ils ont pensé que la réforme accomplie par M. de Salvandy était heureuse et féconde pour l'université elle-même ; c'est que, connaissant bien le corps universitaire, initiés à toutes ses espérances et à toutes ses craintes, ils ont salué avec bonheur la mesure qui brisait un oligarchique pouvoir, qui donnait aux justiciables du conseil-royal la garantie d'une discussion, et qui restituait au ministre responsable son entière liberté d'action.

Nous ne dirons plus qu'un mot sur la solution qui a été donnée au débat parlementaire. M. Thiers a fait un appel à l'avenir : c'est un ingénieux expédient pour sortir d'affaire, mais que l'honorable chef du centre gauche nous permette de le lui dire, cela n'a pas grand sens. Dans toutes les luttes parlementaires, le parti qui succombe fait appel à l'avenir. On se console de l'insuccès présent en présageant des mécomptes futurs ; sous peine de ne pas paraître sincères, les oppositions battues se gardent toujours ce refuge. D'ordinaire, l'appel à l'avenir est sous-entendu, pour quoi l'a-t-on si expressément formulé dans cette occasion ? Nous ne saurions le comprendre, à moins qu'on n'ait voulu dire tout simplement qu'on ajournait à l'année prochaine cet amendement de censure qu'on n'osait pas présenter cette année.

Affaires d'Angleterre.

Au milieu des divers commentaires des journaux anglais, il est assez difficile de préjuger l'issue de la lutte engagée par sir Robert Peel dans le parlement. Voici comment le *Journal des Débats* envisage la situation dans laquelle sir Robert Peel s'est placé par ses dernières propositions :

« Sans aucun doute le progrès de la réforme commerciale a été rapide depuis quelque temps, depuis un mois surtout. La perte de la récolte, la perspective de la disette, les réunions répétées et mystérieuses du conseil des ministres ont répandu l'alarme ; lord John Russell, par un coup de tactique dont il n'attendait pas des effets si prompts, s'est mis en tête du mouvement ; enfin la chute soudaine du ministère le plus fort que l'Angleterre eût vu depuis le temps de Pitt, les vaines tentatives de ses adversaires pour le remplacer, et son retour forcé au pouvoir, ont révélé à tous les esprits l'étendue et la gravité des dangers qui menaçaient le pays. Toutefois le parti de la résistance est encore puissant dans la législature et dans le pays. On doit s'attendre à une lutte sérieuse, à une défaite peut-être.

Mais un échec ne pourrait être que momentané. La démonstration hardie et éclatante qui a été faite dès le premier jour de la session par le premier ministre et par deux des hommes les plus considérables de la chambre des communes, a donné au mouvement de réforme une impulsion irrésistible. Lord Francis Egerton peut être considéré comme le représentant de l'aristocratie réellement libérale de l'Angleterre, libérale dans le véritable sens du mot, par l'emploi de la fortune, par l'amour des lettres, par la culture des sciences, par l'intelligence éclairée de la liberté. On lui reproche des tendances romantiques, parce qu'il a dit un jour : « J'ai 2 millions de revenu, et je les donnerais pour avoir fait *Waverley*. » Nous ne trou-

vons pas que ce soit un si grand crime d'admirer Walter Scott, même pour un homme politique, et cela ne saurait empêcher lord Francis Egerton de représenter à juste titre cette classe de conservateurs éclairés et influents qui sont le principal point d'appui de sir Robert Peel.

L'adhésion de M. Denison, par suite des circonstances particulières dont nous avons déjà parlé dernièrement est peut-être encore plus significative, car elle doit entraîner avec elle celle d'un grand nombre de *country gentlemen*.

La position de sir Robert Peel a été très-bien caractérisée dans une brochure publiée à Londres quelques jours avant l'ouverture des chambres, et dans laquelle nous lisons :

« La force principale de sir Robert Peel ne consiste ni dans l'appui de l'aristocratie, ni dans aucune popularité personnelle, mais dans l'opinion sage et sans passion entretenue par les classes moyennes, qu'il est l'homme le plus capable de gouverner le pays. Il y a une masse immense de personnes, n'étant ni *whigs*, ni *tories*, et libres de tous préjugés et de tous liens de parti, qui, sentant que leurs intérêts sont identifiés avec la prospérité du pays, n'ont d'autre souci que de voir l'administration des affaires publiques remise aux hommes les plus habiles. Sir Robert Peel a la réputation d'être sagace, prudent et expérimenté ; c'est pourquoi des milliers d'hommes pratiques, qui peuvent être indifférents à sa personne, et qui peut-être n'aiment pas plusieurs de ses mesures, sont néanmoins satisfaites de le voir premier ministre. Cela peut bien ne pas être une sorte de popularité brillante, mais c'en est une solide. »

C'est là en effet la véritable base de la force de sir Robert Peel ; c'est la confiance qu'inspire aux classes riches et actives son expérience consommée des affaires publiques, et le succès qu'ont toujours obtenu ses mesures administratives. Il a cet avantage, immense dans un pays comme l'Angleterre, que toutes les réformes qu'il a opérées dans l'économie publique, dans le système monétaire comme dans les taxes et les tarifs, ont pleinement réussi. Il est sans contestation l'homme de son pays qui, sous ce rapport, inspire le plus de confiance et exerce le plus d'autorité.

L'Angleterre sent qu'elle est dans une position critique ; elle sait aussi que les réformes dont elle a besoin, exigent plutôt de l'habileté dans la pratique que de la philosophie dans les vues, et nous croyons encore qu'elle suivra de préférence l'homme que l'expérience du passé lui désigne comme le guide le plus sûr.

C'est ce que reconnaissent les *whigs* eux-mêmes. Il est très-connu qu'au moment où ils étaient près de former un ministère il y a un mois, les plus sincères avouaient que la réforme des *corn-laws* aurait plus de chance de réussir avec sir Robert Peel, et que la *Cité* croyait les affaires plus sûrement placées entre ses mains. M. Macaulay la reconnaissait quelque temps après dans une lettre qui a été rendue publique ; et, dans le grand débat que nous reproduisons il y a quelques jours, lord John Russell ne dissimulait pas que beaucoup de personnes acceptaient des mains de sir Robert Peel des réformes qu'elles n'accepteraient point des siennes.

Mais on doit s'attendre à ce qu'un effort suprême soit tenté par les protectionnistes. Ainsi la société centrale d'agriculture, qui s'est réunie à Londres il y a trois jours, a voté une résolution pour engager toutes les sociétés du royaume à agir auprès des membres du parlement. Tous ceux qui avaient été envoyés à la chambre des communes pour soutenir le système protectionniste, seraient invités, au cas où ils auraient changé d'avis, à donner leur démission et à conseiller de nouveau leurs commettants. Mais on dit néanmoins qu'il y en a beaucoup qui hésitent et qui pensent que la question des *corn-laws* ne peut être résolue qu'avec de nouvelles élections générales. Il y a huit jours, avant que sir Robert Peel eût exposé son plan, on calculait qu'il aurait dans la chambre des communes une majorité de 70 à 80 voix. Les calculs paraissent moins sûrs aujourd'hui. Il est cependant de toute nécessité que la mesure ministérielle réunisse dans la chambre des communes une majorité considérable, car c'est du chiffre plus ou moins élevé de cette majorité que dépendra la décision de la chambre des lords. Si ce chiffre n'est que de 20 à 30 voix par exemple, les lords croiront pouvoir compter sur l'appui du corps électoral, et rejeteront la mesure pour en appeler à de nouvelles élections. S'il est de 70 ou 80, il est plus probable qu'ils se résigneront et céderont. Aussi le parti protectionniste cherche-t-il à agir sur la seconde chambre.

— C'est possible encore.
— Où est-ce ?
— Oh ! mais, en vérité, vous devriez raconter ces choses-là tout haut, vous auriez le plus grand succès.
— Il a servi dans l'Inde, exploite une mine d'argent en Thessalie, et vient à Paris pour faire un établissement d'eaux minérales à Auteuil.
— Eh bien ! à la bonne heure, dit Morcel, voilà des nouvelles ! Me permettez-vous de les répéter ?
— Oui, mais, petit à petit, une à une, sans dire qu'elles viennent de moi.
— Pourquoi cela ?
— Parce que c'est presque un secret surpris.
— A qui ?
— A la police.
— Alors ces nouvelles se débitaient ?...
— Hier soir, chez le préfet. Paris s'est ému, vous le comprenez bien, à la vue de ce luxe inusité, et la police a pris des informations.
— Bien ! il ne leur manquait plus que d'arrêter le comte comme vagabond, sous prétexte qu'il est trop riche.
— Ma foi, c'est ce qui aurait bien pu lui arriver, si les renseignements n'avaient pas été si favorables.
— Pauvre comte ! Et se doute-t-il du péril qu'il a couru ?
— Je ne crois pas.
— Alors, c'est charitable que de l'en avertir. A son arrivée, je n'y manquerais pas.
En ce moment, un beau jeune homme aux yeux vifs, aux cheveux noirs, à la moustache luisante, vint saluer respectueusement madame de Villefort. Albert lui tendit la main.
— Madame, dit Albert, j'ai l'honneur de vous présenter M. Maximilien Morcel, capitaine aux spahis, l'un de nos bons et surtout de nos braves officiers.
— J'ai déjà eu le plaisir de rencontrer monsieur à Auteuil chez M. le comte de Monte-Christo, répondit madame de Villefort en se détournant avec une froideur marquée.
Cette réponse, et surtout le ton dont elle était faite, serrèrent le cœur du pauvre Morcel ; mais une compensation lui était ménagée : en se retournant, il vit à l'encadrement de la porte une belle et blanche figure dont les yeux bleus dilatés et sans expression apparente, s'attachaient sur lui tandis que le maquet de moustaches montait lentement à ses lèvres.
Ce salut fut si bien compris, que Morcel, avec la même expression de regard, approcha à son tour son mouchoir de sa bouche ; et les deux statues

vivantes, dont le cœur battait si rapidement sous le marbre apparent de leur visage, séparées l'une de l'autre par toute la largeur de la salle, s'oubliaient un instant, ou plutôt un instant s'oubliaient le monde dans cette muette contemplation.

— Elles eussent pu rester plus longtemps ainsi perdues l'une dans l'autre, sans que personne remarquât leur oubli de toutes choses : le comte de Monte-Christo venait d'entrer.

Nous l'avons déjà dit, le comte, soit prestige factice, soit prestige naturel, attirait l'attention partout où il se présentait ; ce n'était pas son habit noir, irréprochable il est vrai dans sa coupe, mais simple et sans déguisements ; ce n'était pas son gilet blanc sans aucune broderie, ce n'était pas son pantalon emboîtant un pied de la forme la plus délicate, qui attirait l'attention ; c'étaient son teint mat, ses cheveux noirs ondes, c'était son visage calme et pur, c'était son œil profond et mélancolique, c'était enfin sa bouche dessinée avec une finesse merveilleuse, et qui prenait si facilement l'expression d'un haut dédain, qui faisaient que tous les yeux se fixaient sur lui.

Il pouvait avoir des hommes plus beaux, mais il n'en avait certes pas de plus significatifs, qu'on nous passe cette expression ; tout dans le comte voulait dire quelque chose, et avait sa valeur ; car l'habitude de la pensée utile avait donné à ses traits, à l'expression de son visage et au plus insignifiant de ses gestes, une souplesse et une fermeté incomparables.

Et puis notre monde parisien est si étrange, qu'il n'eût peut-être point fait attention à tout cela, s'il n'y eût eu sous tout cela une mystérieuse histoire dorée par une immense fortune.

Quoi qu'il en soit, il s'avance, sous le poids des regards et à travers l'échange des petits saluts, jusqu'à madame de Morcel, qui, debout devant la cheminée garnie de fleurs, l'avait vu apparaître dans une glace placée en face de la porte, et s'était préparée pour le recevoir.

Elle se retourna donc vers lui avec un sourire composé, au moment même où il s'inclinait devant elle.

Sans doute elle crut que le comte allait lui parler ; sans doute, de son côté, le comte crut qu'elle allait lui adresser la parole ; mais des deux côtés ils restèrent muets, tant une banalité leur semblait sans doute indigne de tous deux ; et, après un échange de salut, Monte-Christo se dirigea vers Albert, qui venait à lui la main ouverte.

— Vous avez vu ma mère ? demanda Albert.

— Je viens d'avoir l'honneur de la saluer, dit le comte, mais je n'ai point aperçu monsieur votre père.

— Tenez ! la cause là-bas politique dans ce petit groupe de grandes célébrités.

— En vérité, dit Monte-Christo, ces metteurs que je vois là-bas sont des célébrités ; je ne m'en serais pas douté. Et de quel genre ? Il y a des célébrités de toute espèce, comme vous savez.

— Il y a d'abord un savant, ce grand monsieur sec ; il a découvert dans la campagne de Rome une espèce de lézard qui a une vertèbre de plus que les autres, et il est revenu faire part à l'Institut de cette découverte. La chose a été longtemps contestée ; mais enfin force est restée au grand monsieur sec. La vertèbre avait fait beaucoup de bruit dans le monde savant ; le grand monsieur sec n'était que chevalier de la Légion d'honneur, on l'a nommé officier.

— A la bonne heure ! dit Monte-Christo, voilà une croix qui me paraît sagement donnée ; alors, s'il trouve une seconde vertèbre, on le fera commandeur ?

— C'est probable, dit Morcel.

— Et cet autre qui a eu la singulière idée de s'affubler d'un habit bleu brodé de vert, quel peut-il être ?

— Ce n'est pas lui qui a eu l'idée de s'affubler de cet habit ; c'est la république, laquelle, comme vous le savez, était, était, était, vous lant donner un uniforme aux académiciens, à près David de leur dessiner un habit.

— Ah ! vraiment ! dit Monte-Christo ; ainsi ce monsieur est un académicien ?

— Depuis huit jours il fait partie de la docte assemblée.

— Et sa spécialité ? Je crois qu'il enfonce des épingle dans la tête des lapins, qu'il fait manger de la garance aux poules et qu'il repousse avec des balaines la moelle épinière des chiens.

— Et il est de l'Académie des sciences pour cela ?

— Non pas, de l'Académie française.

— Mais qu'a donc à faire l'Académie française là dedans ?

— Je vais vous dire, il paraît...

— Que ses expériences ont fait faire un grand pas à la science, sans doute ?

— Non, mais qu'il écrit en fort bon style.

— Cela doit, dit Monte-Christo, flatter énormément l'amour-propre des lapins à qui l'enfonce des épingle dans la tête, des poules dont il tait les os en rouge, et des chiens dont il repousse la moelle épinière !

(La suite à demain.)

En ce moment, un des membres les plus importants du cabinet, M. Gladstone, est sans siège dans les communes, et il paraît que la difficulté de lui en trouver un, est très-grande. D'un autre côté, les démissions dans les fonctions de la maison de la reine, et même dans les fonctions administratives, se succèdent, et sont autant de protestations. Le marquis d'Exeter, le comte Hardwicke, le marquis de Granby, qui occupaient des postes éminents dans le palais, se sont retirés; le marquis de Winchester a refusé de remplacer le marquis d'Exeter. Lord Arthur Lennox, frère du duc de Richmond, Lord Mahon, fils du comte Stanhope, et M. Gaskell, tous trois membres de l'administration, se sont également retirés. Ces manifestations indiquent suffisamment l'esprit qui anime la chambre des lords, et qu'une majorité considérable dans la chambre des communes aura seule le pouvoir de contrôler.

Les mesures prises par le gouvernement anglais pour réorganiser la milice rencontrent dans certaines localités, une forte opposition; un grand meeting, qui s'est réuni le 27 janvier à Newcastle, a adopté la pétition suivante qui sera adressée à sir Robert Peel et à ses collègues :

« Les soussignés ont appris avec le plus vif regret que le gouvernement de S. M. a l'intention d'enrégimenter la milice.
« Les soussignés craignent que cette mesure ne produise les plus mauvais effets, à divers points de vue.
« Elle aura d'abord l'inconvénient d'exciter la jalousie et l'inquiétude des puissances étrangères, de répandre les goûts et les habitudes militaires dans la population, et de produire, par conséquent, le mal même que l'on veut éviter.
« Elle exercera sur les mœurs publiques une influence pernicieuse, en entraînant un grand nombre de jeunes gens à la direction et à la surveillance de leurs familles, et tendra matériellement à ralentir le progrès de la prospérité générale, en diminuant la puissance productive.
« Elle entraînera un surcroît d'impôts onéreux pour toute la communauté, et surtout pour les classes qui n'étant pas directement représentées dans le parlement, ont d'autant plus de titres aux ménagements du pouvoir.
« Enfin, l'introduction d'un service militaire obligatoire dans ce pays deviendra un précédent dangereux et propre à justifier des emprètements ultérieurs sur le terrain de la liberté civile, et sera de plus, envers ceux qui désapprouvent la guerre en principe, une violation des droits de la conscience, indigne de notre siècle et de notre pays. »

Nouvelles de France.

Paris, 2 février.

Dans la séance du 2 février de la chambre des députés, on a continué la discussion sur le projet d'adresse.

La chambre est restée au 6^e § conçu en ces termes :
« Les témoignages réciproques de l'amitié qui nous unit à la reine de la Grande-Bretagne, et la confiance mutuelle des deux gouvernements, ont heureusement assuré les relations amicales des deux États. Votre Majesté nous annonce que la convention récemment conclue pour mettre un terme à un trafic odieux, reçoit en ce moment son exécution. Ainsi se réalise le vœu constamment exprimé par la chambre : les droits de l'humanité seront efficacement protégés, et notre commerce sera replacé sous la surveillance exclusive de notre pavillon. »

M. de Rémusat a proposé d'ajouter, après ces mots : Les relations amicales des deux États, ceux-ci :

« Mais pour que ces relations se consolident, il faut que les deux gouvernements, tout en agissant de concert dans les circonstances où leurs intérêts sont communs, gardent soigneusement, dans les Deux-Mondes, toute l'indépendance de leur action politique. »

M. de Rémusat développe son amendement. Les circonstances qui l'ont décidé à le proposer se trouvent dans la position que le ministère a prise à l'égard de l'Amérique. Le cabinet s'est placé dans une sorte de subordination à l'égard de l'Angleterre. Cette subordination ressort de sa situation envers les États-Unis. Cette situation est une dérogation de la politique immémoriale de la France. L'alliance anglaise peut avoir des avantages, mais ce n'est qu'autant que la politique des deux pays restera indépendante comme leurs intérêts, et que la politique de l'un ne sera pas continuellement subordonnée à celle de l'autre. L'orateur croit fermement que la guerre n'éclatera pas entre l'Angleterre et les États-Unis, mais dans l'intérêt même de la paix, la France devait rester l'arbitre en cette circonstance.

M. le ministre des affaires étrangères : L'honorable membre vous a présenté son amendement comme une maxime générale. Il faut que la politique générale d'un grand pays reste indépendante. C'est fort bien; nous sommes d'accord. Mais son amendement contient autre chose; son adoption serait un blâme contre le ministère, ce serait, de plus, un acte de méfiance. Par ces motifs je le repousse. Dans les conseils que nous avons donnés au gouvernement texien, nous n'avons entendu rien faire d'hostile au gouvernement américain, s'il n'était pas permis entre gouvernements amis de se dire ce qu'on croit vrai et juste, toute indépendance de politique nationale serait perdue.....

M. Thiers : Je demande la parole!

M. le ministre des affaires étrangères : Puisque M. Thiers demande la parole sur la question, j'ajourne ce que j'ai à dire.

M. Thiers : La situation est toute dans cette question; La France avait-elle un intérêt suffisant pour l'annexion du Texas, pour déterminer la conduite qu'a tenue le cabinet à l'égard des États-Unis. Je dis que la France n'avait aucun intérêt dans cette affaire. Le ministère s'est laissé entraîner à un acte de complaisance pour l'Angleterre. Je le désire de présenter un intérêt français qui ait pu le porter à agir comme il l'a fait à l'égard des États-Unis. Nous avons donc des motifs pour désirer mettre un obstacle à ses entrainements pour l'Angleterre, à demander que la politique française reste indépendante de la politique anglaise. L'alliance anglaise, grâce aux fautes commises, se réduit à des concessions continuelles de la France. On se vante d'avoir conservé la neutralité. La neutralité n'est qu'un mot; elle n'existe pas sans l'impartialité. Le bon sens le dit; et nos affaires ont été conduites contre toutes les données du bon sens.

M. le ministre des affaires étrangères : Je ne puis reconnaître à M. Thiers le monopole du bon sens. Je lui en reconnais, et beaucoup, mais mon opinion est entièrement opposée à la sienne sur la question qui nous divise; Je lui demande un peu de tolérance, de libéralité; je crois qu'on peut trouver ses raisons mauvaises, radicalement mauvaises et avoir encore un peu de bon sens.

Il m'a adressé des sommations de répondre; nous ne nous adressons pas des sommations à cette tribune; nous soumettons des raisons à la chambre; elle juge entre nous. Si les honorables membres refusent le jugement de la chambre, il est inutile de discuter.

Une voix : Vous faites appel à la majorité parce que la majorité vous appartient!

M. Guizot : La majorité n'appartient à personne! On la conquiert tous les jours par la discussion, par des raisons. Je ne recommencerai pas la question du Texas. Je la reprendrai au point où elle est restée. J'ai dit que j'avais, dès l'abord, établi pour la France la politique de neutralité. Cette déclaration, je l'ai faite, surtout pour maintenir la paix. Je l'ai faite surtout pour passer sur les États-Unis, où un parti violent voulait la guerre. Si nous étions d'avance jetés dans la politique des États-Unis, à l'occasion du Texas, nous rendrions inévitable la guerre dans une occasion subséquente.

Je repousse l'amendement parce qu'il contient pour le passé un blâme, pour l'avenir une méfiance; je le repousse, parce qu'il est injuste, injurieux, et parce qu'il serait de nature à jeter des doutes sur nos relations avec une puissance voisine.

M. de Rémusat prétend qu'on est sorti de la neutralité au moyen de la démarche faite au Texas par notre agent. Il doute que cette démarche ait été faite, comme le prétend le ministre, à la sollicitation du gouvernement texien.

M. Guizot. La démarche a été faite, par suite de conversations avec le ministre texien à Paris.

M. de Rémusat : Nous l'ignorions; nous avons pu croire qu'elle avait eu lieu sur la demande de l'Angleterre. L'orateur n'en persiste pas moins pour la mise aux voix de son amendement. La conduite du ministère, pour le Texas, a donné à penser au monde qu'il agirait de même dans la question de l'Orégon; ce n'était pas garder l'impartialité que commande la neutralité, c'était pencher ouvertement en faveur de l'Angleterre. La chambre procède par le scrutin de division au vote sur l'amendement. Ce scrutin donne le résultat suivant : Nombre des votants 398, pour l'amendement 165 contre 233. La chambre n'a pas adopté.

Le Courrier de Nantes publie la lettre suivante que nous reproduisons sous toute réserve, dit la Presse :

« Un de nos amis nous écrit d'Albreda, où il s'était rendu avec le brick de guerre l'Alsacienne, dont la mission était de s'assurer si les Anglais, ainsi qu'on l'avait dit, s'étaient établis sur notre territoire français : ce n'est que trop vrai; et sur ce point nous voilà encore à la veille d'être chassés et supplantés par nos éternels rivaux. C'est encore un nouveau coup porté à notre commerce. »

Pour apprécier la gravité du fait dont il est question, il est indispensable d'attendre de plus amples explications.

« Nous apprenons qu'une partie des bâtiments français ont déjà pris leur position de croisière à la côte occidentale d'Afrique. Leur séjour aux îles du Cap-Vert a été très abrégé par suite de l'intensité avec laquelle la fièvre jaune s'y est déclarée. Les plus grandes précautions ayant été prises pour éviter ce terrible fléau, aucun homme faisant partie des équipages n'en a été atteint. La croisière a été divisée en trois zones; la première partant des îles Bisagos, à une faible distance de la Sénégambie, jusqu'au cap des Trois-Pointes; la seconde, depuis cet endroit jusqu'au cap Negro; la troisième, depuis le cap Negro jusqu'à la petite baie, à l'extrémité de la côte déserte. C'est vers la seconde zone, qui renferme le plus d'endroits suspects et signalés comme servant de refuge aux traitants, que devra être dirigée la principale surveillance de nos bâtiments. » (Constitutionnel)

Les nouvelles les plus récentes d'Afrique nous apprennent qu'Abd-el-Kader a quitté brusquement la partie du désert au sud de Mascara, où il venait de se retirer, et par une marche forcée il est allé exécuter une razzia contre une des tribus du magzem de Boghar, sur la limite du désert au sud de Médéah. Voici comment le fait est raconté :

« Abd-el-Kader, poursuivi au sud-ouest de l'Ouarensenis par M. le maréchal Bugeaud, puis par les colonnes des généraux Lamoricière et Jusuf, a fait, dit-on, un retour offensif dans l'est vers Goudjila. On assure même qu'il a exécuté une razzia sur les Rahman, à quelques lieues seulement de la colonne de M. le général Marey. Il s'est retiré après ce coup de main, et on ne sait pas au juste dans quelle direction. Tout porte à croire qu'il se sera porté dans le sud, où il trouvera pendant tout l'hiver des ressources et des partisans. »

Le National traite de bouffon M. le ministre de l'instruction publique, et dit que M. Guizot est le plus indiscret des effrontés ou le plus effronté des indiscrets. Voilà comment discute le grave organe du radicalisme à talons rouges. Voilà ce que quelques bonnes gens appellent le plus spirituel et le mieux écrit de tous les journaux! Et c'est aussi le plus patriote sans aucun doute; car aujourd'hui encore, il discute très-haut les honneurs de la campagne d'automne, en Afrique, sous Abd-el-Kader. — O grand, spirituel, éloquent et vertueux National!

Nouvelles d'Allemagne.

Graudenz, 23 janvier.

La semaine dernière, M. de Beurmann, président-en-chef de la province de Posen, et M. Lauterbach, chef de la police de Königsberg, sont arrivés ici et se sont rendus à la forteresse pour faire préparer un nombre suffisant de prisons pour des détenus politiques. M. de Beurmann est reparti bientôt après pour Posen, à ce qu'on prétend; le lendemain, M. Lauterbach a également quitté notre ville. Il a passé la Vistule, quoiqu'elle charriât bien fort. Grâce à son activité infatigable qui est suffisamment connue et dans laquelle il a été merveilleusement secondé par les conseillers de cercle et les bourgmestres des villes de cette partie du royaume, il a déjà fait transporter ici une trentaine de prisonniers politiques et il parviendra sans doute à découvrir tous les fils de la conjuration. Il résulte des aveux qui ont été faits que les conjurés de cette province s'étaient ligués avec ceux du grand-duché de Posen pour renverser l'ordre de choses établi. La population allemande des villes, ainsi que celle du plat-pays, qui courait les plus grands dangers, rend d'ardentes actions de grâces au gouvernement pour les mesures de sûreté qu'il a prises; il en est de même des paysans et de la classe ouvrière, qui reconnaissent que leur position actuelle est bien plus favorable que sous l'administration polonaise. M. Lauterbach était de retour à Graudenz le 18 de ce mois.

On apprend encore que les premiers avis du mouvement projeté ont été donnés par des habitants de Culm, que l'on avait cherché à gagner pour une association dont le but était de s'emparer par surprise des forteresses de Thorn, de Graudenz, de Danzig et de Posen et de rétablir le royaume de Pologne. Le principal foyer des conjurés était le cercle de Strasbourg; on en a trouvé, dit-on, un dépôt d'armes chez un gentilhomme de ce cercle. Mais ce qui devait principalement fixer l'attention des autorités et éveiller leurs soupçons, c'était la présence d'un grand nombre d'étrangers, qui ne pouvaient alléguer des motifs suffisants en faveur de leur séjour dans ces contrées. On peut maintenant regarder le danger comme entièrement écarté. A Gollub comme à Strasbourg, la garnison a été renforcée.

Le casino polonais, qui existait depuis plusieurs années, à Bromberg, a été fermé ces jours derniers par ordre des autorités militaires. Le bruit se répand dans ce moment qu'un membre de la cour supérieure de régence, qui a son siège dans cette ville, Polonais d'origine, a été transporté à Posen. On regarde

comme un fait positif que c'est à Paris qu'il faut chercher le centre de cette conspiration, dont les fils sont entre les mains des jésuites.

La Gazette Universelle de Prusse publie le bulletin suivant : S. A. R. Mad. la Princesse de Prusse a été atteinte de la rougeole le 15 janvier; mais la maladie a suivi un cours tellement régulier, que S. A. R. se trouve en ce moment en parfaite convalescence.

On écrit de Posen, le 25 janvier :

Ce matin, après le service divin, au moment où la foule sortant des églises remplissait les rues, un vieux soldat polonais s'est écrié d'une voix retentissante : Polonais, levez-vous, il est temps de chasser du sol de la patrie ces étrangers qui s'emparent de tous les emplois que nous saurions très-bien occuper nous-mêmes. Cette apostrophe qu'il a répétée à plusieurs reprises, a bientôt amassé autour de lui une foule considérable qui allait toujours grossissant, jusqu'à ce qu'enfin la police, attirée par ce rassemblement, arrêta ce pauvre diable sans qu'aucun des assistants fit mine de s'y opposer. Il a été conduit dans l'édifice public le plus prochain afin de le mieux soustraire aux yeux de la foule. (Gaz. de Cologne.)

On dit que la conférence évangélique a terminé les discussions touchant le culte. Elle est tombée d'accord pour qu'il soit fait un recueil des meilleurs cantiques et un autre semblable des meilleures prières et formulaires liturgiques, dont l'emploi libre, mais consciencieux, serait recommandé aux diverses églises, en y introduisant de nouveaux livres de cantiques et de nouvelles légendes. Sans doute, la conférence n'a pu s'occuper elle-même de faire un choix comme elle l'entend, mais, sous l'approbation des mandataires respectifs, les diverses églises de chaque province établiront une commission à cet effet. D'ailleurs, la conférence compte plusieurs hommes d'un grand mérite littéraire et qui sont particulièrement versés dans cette partie de la science ecclésiastique.

La Gazette de Silésie prête au gouvernement prussien, sans doute assez gratuitement, le projet de mobiliser immédiatement plusieurs corps d'armée, afin de pouvoir renforcer sans délai les garnisons des localités que menaceraient les révolutionnaires dans le grand-duché de Posen.

Si nous en croyons le Journal de Francfort, généralement bien informé, le gouvernement autrichien songerait à établir une association de douanes entre les différents états dont se compose la monarchie autrichienne. On commencerait par abattre les barrières élevées entre la Hongrie et l'Autriche proprement dite. L'initiative de ce projet appartiendrait à M. de Kübeck, président de la chambre suprême des finances. On se rappelle que c'est ce haut fonctionnaire qui a également organisé l'exposition des produits de l'industrie autrichienne.

D'un autre côté, il paraît que la Suisse songe aussi à suivre l'exemple du Zollverein.

Munich, 29 janvier.

La chambre des conseillers du royaume a décidé, dans sa séance du 28 janvier, de présenter à S. M. les propositions suivantes :

- 1^o Prier le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour soumettre à la prochaine diète un projet de loi qui accorde aux maîtres d'école un traitement tout à fait proportionné à leurs besoins.
- 2^o Prier le gouvernement de soumettre à la sanction immédiate de S. M. tous les legs faits au profit de corporations ecclésiastiques, que ce soit pour créer de nouvelles fondations ou pour augmenter les revenus de celles qui existent. En même temps les ministres voudront bien offrir au roi pour chaque cas spécial les renseignements nécessaires pour savoir si le legs a été fait librement et s'il n'en résulte pas un trop grand dommage pour les héritiers ou les parents nécessaires du testateur, afin que S. M. soit à même de décider s'il faut ou non accorder à ces legs la sanction royale.
- 3^o La chambre des conseillers du royaume exprime la conviction que les engagements contractés en vertu du concordat par le gouvernement bavarois au sujet de l'établissement de quelques couvents d'hommes et de femmes pour l'enseignement et pour le soin des malades ont été remplis.
- 4^o Les états du royaume voudront bien exprimer l'espoir que la couronne ne permettra ni d'augmenter ni de modifier l'établissement d'aucune corporation religieuse, qui par ses buts ou par sa tendance pourrait troubler d'une manière quelconque le repos religieux.
- 5^o Le gouvernement voudra bien veiller à ce que les institutrices des établissements d'éducation tant laïques qu'ecclésiastiques aient les connaissances exigées par la loi.

Ces cinq résolutions ont été communiquées à la 2^e chambre des états.

La chambre des conseillers du royaume a transmis à la chambre des députés la résolution ci-après :

La chambre des conseillers du royaume remet à la chambre des députés la proposition ci-jointe de M. le conseiller du royaume prince de Wrede, tendant à mettre en accusation le ministre de l'intérieur, avec la remarque 1^o qu'elle n'a pas cru pouvoir y donner son assentiment; 2^o qu'en revanche l'amendement partiel introduit par arrêté du 11 novembre 1835 dans l'ordonnance générale du 25 avril 1811, concernant la fixation future du tarif de la bière dans le royaume, lui paraît constituer une violation des dispositions du § 2 tit. 7 de l'acte de constitution, et motiver une plainte en vertu du § 5 tit. 10 du même acte (1); 3^o mais qu'au lieu d'une telle plainte, la proposition susdite doit être formulée de façon à prier S. M. le roi, par voie constitutionnelle, soit de maintenir dans toute son intégrité la loi du 25 avril 1811, concernant la fixation future du tarif de la bière dans le royaume, et le rapport des brasseurs aux autorités, tant en ce qui concerne le public, soit de faire un objet du recès de la présente diète, des changements, modifications et additions qui pourraient paraître nécessaires ou souhaitables dans l'intérêt des consommateurs.

La chambre des conseillers du royaume engage la chambre des députés à discuter également ladite proposition.

Munich, le 23 janvier 1846.

Nous avons parlé ces jours-ci d'un incident fâcheux arrivé à un député badois, M. de Soiron sur la place publique à Mannheim. Dans la séance de la chambre des députés du 26, M. de Soiron a demandé la parole et s'est exprimé de la sorte :

En motivant la proposition que j'ai présentée à la chambre et qui tendait à transférer aux autorités judiciaires le droit qu'a la police de prononcer des peines, si j'ai cité entre autres exemples celui d'un étranger qui a été insulté

(1) Les paragraphes de l'acte de constitution qu'on invoque, portent ce qui suit :
§ 2 tit. VII. Sans le concours et l'assentiment des états du royaume, il ne peut être ni publié une loi nouvelle et générale qui concerne la liberté des personnes ou la propriété des citoyens, ni une loi déjà existante ne peut être modifiée, expliquée d'une manière authentique ou abrogée.
§ 5 tit. XII. Les états ont le droit, en cas de violation de la constitution par les ministères ou autres autorités de l'état, d'en porter plainte dans une demande collective au roi, qui y remédiera sur-le-champ ou qui, en cas de doute, soumettra ces plaintes, selon la nature de leur objet, à l'examen et à la décision du conseil d'état ou de la suprême autorité judiciaire.